

Bilan du Plan d'action sur la lecture

Quatorze personnes ont été interpellées à ce sujet : des didacticiens, des enseignants du secondaire, une orthopédagogue et une conseillère pédagogique. Huit personnes m'ont fourni des commentaires qui sont reproduits ici.

Comme d'habitude, nous déplorons le peu de temps alloué pour consulter nos membres. Aussi, je suis désolée de livrer sans trop de « finition » un document que j'aurais préféré présenter dans une forme plus adéquate.

Je joins un texte d'Olivier Dezutter, écrit lors de l'annonce du Plan d'action sur la lecture il y a plus de trois ans. Il y décrit les « cinq conditions pour des investissements durables autour de la lecture à l'école ». Ce texte est sans conteste toujours d'actualité.

Sur les budgets alloués aux commissions scolaires depuis quelques années pour l'achat de livres (mesure 30270: 9\$ par élève cette année):

On doute que les 60 millions en trois ans accordés parviennent véritablement à renflouer les bibliothèques scolaires; cela ne servira qu'à compenser pour les nombreuses années où elles ont été sous financées par rapport au reste du Canada.

On remarque que :

- l'interprétation de l'utilisation de cette «enveloppe» est variable d'une C. S. à l'autre; parfois la C. S. y ajoute le 2/3 (6\$), parfois non, alléguant que les budgets sont déjà dans les écoles;
- les achats de livres sont faits la plupart du temps par les responsables des bibliothèques (qui sont parfois des techniciennes en documentation, mais souvent des commis, des agents de bureau ou des parents bénévoles au primaire, mais **très rarement** des bibliothécaires.
- dans certaines écoles, des comités bibliothèques sont mis en place pour des suggestions d'achats de livres, dans d'autres, on fait appel aux conseillers pédagogiques de français, mais encore là, c'est très inégal et laissé à la bonne volonté des directions d'école... ou des responsables des bibliothèques;
- on a vu certains milieux où il a été recommandé de donner un livre à chaque élève pour qu'il le lise pendant l'été... des livres qu'on n'a jamais revus en septembre... Comment encadrer le milieu scolaire pour éviter ce genre de gaspillage, qui ne contribue certes pas à garnir les rayons des bibliothèques scolaires ?
- la distinction entre les livres «de classe» et les livres de la bibliothèque (réf. Texte d'Olivier de Zutter, *Chers livres ! Cinq conditions pour des investissements durables*

autour de la lecture à l'école) n'est pas faite et n'est pas simple à faire dans le milieu; les pratiques qui datent de longtemps dans les écoles font en sorte que les 2 types de bibliothèques se côtoient encore de façon distincte;

- les budgets de la mesure 30270 ne devraient pas en principe servir à l'achat de séries de livres (32 romans identiques, par exemple); quel choix a alors l'enseignant (e) qui veut travailler une œuvre en lecture accompagnée dans une école publique où un élève ne peut pas acheter son roman (cf. le recours collectif des parents de Longueuil dont les journaux ont parlé cette semaine...)?

Bref, l'achat de séries de livres pour l'apprentissage de la lecture littéraire fait gravement défaut. Le MELS ne favorise pas cette pratique de faire travailler toute la classe sur une même œuvre ; c'est pourtant crucial pour un vrai apprentissage de la lecture d'œuvres littéraires. Il aurait absolument fallu que les règles budgétaires et encouragent ces achats. C'est bien dommage !

Sur le rôle et la place de la bibliothèque :

- bien que la politique de la lecture et du livre ait été publiée en 1998, plusieurs directions n'en ont encore jamais entendu parlé (!!)
- et les enseignants, encore moins;
- plusieurs bibliothèques scolaires au secondaire servent encore de «déversoir» pour les élèves expulsés, la reprise d'examens ou pour asseoir les élèves quand le prof est absent d'un cours; **identifier la bibliothèque comme lieu éducatif et culturel offrant des ressources documentaires contribuant aux apprentissages et à l'enseignement** est encore très difficile dans plusieurs milieux;
- au secondaire, très peu d'activités d'animation de la lecture sont menées à la bibliothèque par le personnel y oeuvrant; quand il y en a, celles-ci sont souvent de l'initiative des profs de français alors que la mesure 30270 prévoit des achats de livres, mais aussi de l'animation autour du livre.
- c'est formidable de prévoir embaucher des vraies bibliothécaires scolaires. Combien d'années devra-t-on attendre pour qu'on les forme ? N'aurait-on pas fait preuve de plus de vision si on avait, il y a quatre ans (lors de l'élaboration du premier plan), demandé aux universités d'offrir à nouveau cette option en annonçant les intentions ministérielles de réintroduire des bibliothécaires dans les écoles ? Que de temps perdu parce qu'on a opté pour des mesures ponctuelles qui créent l'événement (concours, colloque, camps littéraires, promotion du livre, projets de lecture pour les garçons) et qui sont dans l'air du temps, mais qui coûtent horriblement cher et ne constituent pas un investissement durable, destinés à garantir des changements en profondeur.

Sur la lecture dans les autres disciplines :

- le colloque sur la lecture a bien eu lieu, mais comme il n'y a pas d'actes, qui a vraiment pu lire les résultats des communications? Quelles traces reste-t-il de ce colloque?
- à notre avis, c'est là où le plan de lecture a eu un certain impact; plusieurs ateliers sont donnés depuis 5-6 ans dans plusieurs CS aux enseignants de toutes les disciplines du secondaire pour aider les élèves à mieux lire et mieux comprendre les textes des diverses matières;

Sur les stratégies de lecture dès le primaire :

- plusieurs ateliers de formation dispensés dans toutes les CS, mais encore une fois, c'est assez inégal parce qu'ils sont souvent donnés par des gens qui ne sont pas des spécialistes du français... encore moins de la lecture!...

Sur la formation initiale et la formation continue des enseignants :

- les nouveaux enseignants de français arrivent dans le milieu avec de sérieuses lacunes sur le plan de la littérature et de leurs connaissances du livre en général ; certains profs d'expérience ont aussi de graves lacunes; comment suggérer des livres quand on ne lit pas soi-même ou que l'on a pas lu soi-même beaucoup?
- le PFÉQ oblige la construction d'un répertoire personnalisé pour les élèves mais ne donne aucune indication aux enseignants sur ce qu'il faut faire des 5 œuvres à lire par année; plusieurs se contentent donc de faire lire 5 romans, de passer (peut-être) un questionnaire de contrôle de la lecture et voilà! Le mandat est rempli!
- bien sûr, plusieurs bonnes idées se retrouvent dans les classes concernant l'exploitation des œuvres littéraires, mais encore ici, c'est très inégal et laissé à «la discrétion» du prof sous prétexte de respecter son «autonomie professionnelle»...
- d'ailleurs, aucune formation continue n'est obligatoire dans le milieu de l'éducation au Québec, ce qui est tout à fait inacceptable; vient aux formations offertes qui veut bien... et donc toujours les mêmes personnes intéressées à en apprendre plus! C'est la même chose pour les congrès, colloques et autres camps littéraires : tout cela est bien beau et intéressant... **mais toujours pour les mêmes personnes!**
Quand envisagerons-nous des mesures permettant de sortir des petits cercles sélects ?
- Les camps sur la lecture : on a voulu y inviter trop de monde et les enseignants de français ont été considérés à tort comme des intervenants au même titre que les autres. C'est une erreur. Ce genre d'initiative s'adresse à des personnes qui ne sont pas toujours si concernées que ça, et coûte une fortune pour des retombées difficilement mesurables. Les quelques heureux élus qui ont pu bénéficier de ces camps feront-ils la différence dans le milieu ?
- Quant à la formation des maîtres, il faut souligner l'initiative de l'Université de Sherbrooke.

Autres commentaires plus généraux ou personnels des répondants :

- Ce qui me frappe dans le Plan, c'est la quantité de mots tels *encourager, promouvoir, favoriser*. Pourquoi pas les mots *prévoir, organiser, fournir, guider* ?
- Tant et aussi longtemps que les enseignants ne seront pas eux-mêmes des lecteurs gourmands et experts, comment s'attendre à ce que la contagion se propage chez les élèves ? Il faut d'abord cibler les enseignants, et surtout ceux de français dans un plan de formation sur la lecture. Ce sont les acteurs les plus importants de la scène scolaire en ce qui concerne la lecture. Pourquoi vouloir atteindre tout le monde en diluant les moyens et en manquant peut-être la vraie cible.
- Je ressens le besoin d'exprimer une grande lassitude à entendre ou à lire le mot « plaisir » lorsqu'on veut inciter les élèves à lire. Pour moi, la lecture en contexte scolaire en est une de découverte, associée à un défi. C'est aussi une porte d'entrée à la réflexion. Bref, j'aimerais que le MELS cesse d'utiliser à tort et à travers l'expression « plaisir de lire » sans prendre le temps de réfléchir sur ce que cette notion instille comme idée.
- L'intérêt spécial porté à la lecture des garçons a généré au moins un projet important dans le Bas-du-Fleuve, mais à part cela, quoi d'autre ? *Vie pédagogique* n'en a pas

parlé, sauf en 2003 (année antérieure au Plan sur la lecture). Toutefois, le site SDM a donné des pistes pour les garçons adolescents.

Je remercie Louise Héon, Godelieve de Koninck, Manon Hébert, Monique Lebrun, Suzanne Richard, Olivier Dezutter, Érick Falardeau d'avoir collaboré à la rédaction de ce rapport.

Arlette Pilote
Présidente de l'AQPF

Chers livres !

Cinq conditions pour des investissements à effets durables autour de la lecture à l'école

Olivier Dezutter

Professeur-chercheur à la Faculté d'éducation de l'Université de Sherbrooke

Membre du Centre de recherche sur l'intervention éducative

Représentant de l'ordre universitaire à la commission pédagogique de l'Association québécoise des professeurs de français

"Enfin, de l'argent neuf pour assurer la présence de livres dans les écoles, et pour soutenir les actions visant à développer le goût de lire chez nos élèves du primaire et en particulier chez les garçons !".

L'annonce faite mi-janvier d'un investissement majeur (60 millions de dollars) dans ce domaine crucial de l'éducation, et de la mise en place d'un Plan d'action sur la lecture à l'école est une excellente nouvelle qui réjouira toutes les personnes impliquées dans le monde scolaire comme toutes celles soucieuses de la place de la culture dans notre société contemporaine. Il faut féliciter le ministre de l'Éducation et les responsables des commissions scolaires d'avoir mené ce combat à bien, même si, ainsi que plusieurs l'ont déjà souligné, les sommes débloquées arrivent tard et s'avèreront bien vite insuffisantes pour combler tous les besoins et assurer une véritable politique du livre et de la lecture à long terme.

Sachant cela, il nous paraît essentiel de réfléchir à la façon de faire fructifier au mieux les sommes qui seront dégagées et de s'assurer que l'investissement soit au service d'un développement durable tant de la motivation que des compétences des jeunes lecteurs. Nous ouvrons ci-dessous quelques pistes à ce propos, en identifiant cinq conditions nécessaires pour que les investissements envisagés atteignent leur cible et portent fruits à long terme, et en espérant que ces réflexions constituent le point de départ d'une vaste consultation et mobilisation publique autour de ces questions. Les idées qui suivent sont issues de notre expérience de formateur universitaire de futurs enseignants de français au secondaire et des nombreux échanges avec des enseignants du primaire et du secondaire dans le cadre de plusieurs recherches que nous menons autour de la lecture à l'école dont l'une porte précisément sur les pratiques enseignantes autour de la lecture des œuvres complètes en classe de français.¹

Première condition : mener une réflexion approfondie sur la place des livres à l'école et la fonction spécifique des bibliothèques scolaires

La plus grosse partie des nouvelles sommes annoncées servira à l'achat de livres (selon certains calculs, l'équivalent de 2 livres nouveaux par élève durant trois ans² pour regarnir les bibliothèques scolaires. Depuis plusieurs années, les

¹ Recherche financée par le FQRSC (programme Nouveau chercheur 2003-2006) et le Ministère de l'éducation

² Voir l'éditorial de Josée Boileau dans *Le Devoir*, 15 janvier 2005 et l'article de Mario Cloutier dans *La Presse*, 14 janvier 2005.

besoins étaient criants dans ce domaine³. Toutefois, au-delà de cette occasion ponctuelle de faire entrer de nouveaux volumes dans les écoles – et encore faudra-t-il effectuer des choix déchirants quant aux types de volumes à privilégier-, il nous paraît essentiel de provoquer un débat dans chaque lieu scolaire à propos de la place et du rôle de la bibliothèque au sein de l'école. Les écoles vont-elles agrandir les placards à balais pour y entasser les nouveaux livres⁴ ou bien va-t-on penser à réaménager les espaces afin de faire de la bibliothèque un lieu central et incontournable de la vie scolaire? Va-t-on privilégier une bibliothèque unique ou enrichir les bibliothèques de classe? Choisira-t-on de faire de la bibliothèque un réservoir de savoirs servant avant tout la recherche documentaire individuelle ou un lieu vivant où sont privilégiées les animations et les interactions autour des lectures, à condition encore, dans un cas comme dans l'autre, de pouvoir bénéficier de l'aide de professionnels ou de bénévoles formés afin de devenir aptes à guider les recherches et à assurer les activités d'animation? Il n'existe pas de réponse unique à ces questions. La réponse dépendra de la manière dont on se situera par rapport à la question plus fondamentale suivante : Pourquoi et comment donner accès aux livres dans le contexte scolaire? Ou autrement dit : « À quoi peuvent servir les livres à l'école? » Et ici aussi, dans le contexte québécois, la réponse devra tenir compte entre autres des réalités régionales : la raison d'être, le sens, la fonction et le contenu d'une bibliothèque scolaire située à moins de vingt minutes à pied d'une grande bibliothèque municipale dont la section pour les lecteurs jeunes et adolescents est particulièrement bien achalandée ne peuvent être les mêmes que ceux d'une bibliothèque dans une école en milieu rural desservi par un bibliobus.

Deuxième condition : développer des partenariats avec les différentes instances responsables de la lecture publique et de la diffusion de la culture.

Les deux réalités bien différentes évoquées ci-dessus font surgir la nécessité de réfléchir à la question en privilégiant autant que possible les partenariats avec les municipalités ainsi qu'avec les différentes instances responsables de la lecture publique et de la diffusion de la culture afin que les bibliothèques scolaires soient pensées en complémentarité par rapport aux autres lieux publics d'accès aux livres. À l'heure actuelle, aux dires des enseignants eux-mêmes, les relations avec les bibliothèques municipales sont trop peu développées voire quasi inexistantes. Or, à quoi servirait de développer le goût de la lecture à l'école sans avoir le souci ou les moyens de faire connaître aux élèves les lieux où ils pourront, une fois sortis de l'école, nourrir leur passion et rencontrer d'autres lecteurs de tous âges? Cela suppose une réflexion et des interventions conjointes des municipalités, du ministère de l'éducation, et de celui de la culture pour coordonner des projets misant sur les relations entre les écoliers et les bibliothèques municipales ainsi que le développement de programmes existants⁵ qui amènent les élèves à fréquenter des lieux culturels, à rencontrer des auteurs

³ Voir le dossier sur les bibliothèques scolaires dans Québec français, 136, hiver 2005.

⁴ « Pourquoi y a-t-il des livres dans l'armoire à balais? ». Entretien avec Dominique Demers, dans Québec français, 136, hiver 2005, p. 36-40.

⁵ Par exemple le programme La culture à l'école.

et des personnes impliquées dans les métiers du livre, en conformité avec les orientations des nouveaux programmes pour le primaire et le secondaire. Plus largement encore, des mesures pourraient être pensées, en complément des nombreuses mesures de soutien à l'édition existantes, pour faire du livre un objet de consommation accessible, même s'il n'est pas édité au Québec. Pourrait-on imaginer de supprimer les taxes pour qui décide d'offrir un livre en cadeau?

Troisième condition : développer la connaissance des livres et la formation en didactique de la lecture et de la littérature dès la formation initiale

Les nouveaux programmes officiels assignent aux enseignants du primaire et du secondaire une mission cruciale de "passeurs culturels". Il est de leur devoir de s'intéresser aux pratiques culturelles des jeunes et de les ouvrir à de nouvelles pratiques. Dans le champ de la lecture, cela suppose entre autres que les enseignants développent, dès leur formation initiale, une curiosité envers les pratiques lectorales des jeunes, une connaissance approfondie du champ de la production éditoriale pour les lecteurs jeunes et adolescents, et des habiletés relatives aux multiples possibilités d'exploitation des œuvres en classe en vue à la fois de donner le goût de lire et de former des lecteurs compétents et critiques. En ce sens, il faudrait s'assurer que, parallèlement à la formation en didactique de la lecture et de la littérature, dans tous les programmes de formation initiale proposés par les universités pour les futurs enseignants du primaire et du secondaire, des cours obligatoires soient consacrés à la littérature d'enfance et de jeunesse ainsi qu'aux productions propres destinées aux adolescents et que ces cours permettent aux étudiants en formation à l'enseignement de multiplier et de diversifier leurs propres expériences de lecture. Par ailleurs, il nous paraît aussi nécessaire de proposer des cours visant à sensibiliser les enseignants de toutes les disciplines à l'importance de la lecture et de l'écriture dans l'ensemble des apprentissages scolaires.

Quatrième condition : soutenir la formation continue des enseignants

Les enjeux identifiés pour la formation initiale valent tout autant pour la formation continue. Il est de la responsabilité du gouvernement et des directions des commissions scolaires de s'assurer, en concertation avec les universités, les syndicats, les associations professionnelles dont l'Association québécoise des professeurs de français (AQPF), de mettre en place un véritable plan de développement de la formation continue des enseignants, et pas uniquement des enseignants de français, qui leur permette de prendre le temps de s'informer et de se former, en dépassant des opérations ponctuelles comme le camp littéraire annoncé dans le plan ministériel. Parallèlement, les enseignants devraient bénéficier de conditions spéciales pour faciliter leur accès aux nouvelles productions littéraires et documentaires susceptibles de retenir l'intérêt de leurs élèves. Des initiatives existantes telles le site *Livres ouverts*⁶ méritent d'être soutenues et complétées par des programmes offrant la possibilité aux

⁶ <http://livresouverts.qc.ca>

enseignants de se tenir informés de l'actualité littéraire et éditoriale, et de partager leurs pratiques autour de la lecture dans le contexte scolaire.

Cinquième condition : mettre en place un comité de suivi autour du plan pour la lecture

Les sommes annoncées par le ministre de l'éducation et les responsables des commissions scolaires sont importantes et le Plan d'action sur la lecture imaginé ambitieux. Nous sommes persuadés que celui-ci concerne la société dans son ensemble et non seulement le monde scolaire. Voilà pourquoi il nous paraît enfin essentiel que le gouvernement lance un appel public pour constituer un comité de suivi, constitué de parents, d'enseignants, de chercheurs, de représentants d'associations oeuvrant pour la promotion du livre et de la culture, de professionnels du monde du livre, etc., tous volontaires afin de s'assurer que les sommes engagées et que les actions envisagées ou encore à inventer servent au mieux les objectifs initiaux, qu'elles prennent en compte les réalités locales, mobilisent le plus d'acteurs possible et s'inscrivent dans la perspective d'un développement durable de la lecture à l'école et dans notre société, partant du principe que la lecture, essentielle pour la réussite scolaire de tous les élèves et pas seulement des garçons, est aussi une formidable occasion autant de découverte de soi que d'ouverture au monde et aux autres.

Olivier.Dezutter@Usherbrooke.ca